

Rapport introductif assemblée générale de rentrée

15 septembre 2020

Cher.e.s Camarades,

Nous voilà réuni en assemblée générale de rentrée de l'union Départementale de l'Aube. J'espère que vous avez pu vous ressourcer pendant les vacances estivales, car si chaque rentrée sociale est particulière, celle-ci est pour le moins inédite avec cette crise sanitaire qui perdure.

Depuis le mois de mars, nous avons appris à connaître le Coronavirus, et nous sommes en train d'apprendre à vivre avec.

C'est le cas pour les plus de 12 millions d'élèves qui ont repris place sur les bancs, de leurs parents tout autant inquiets que les enseignants et autres personnels d'éducation face aux incertitudes qui planent sur l'application d'un protocole sanitaire peu explicite et aux risques de contamination. La seule chose certaine c'est le refus du gouvernement de fournir des masques gratuits aux élèves se défaussant sur les collectivités locales, mairies, départements, régions, ou en laissant la charge aux familles. Un coût en moyenne de 200 à 300 € par foyer qui frappe encore les plus modestes et bien loin d'être compensé par la majoration de l'allocation de rentrée de 100 € par enfant. Il n'y a décidément pas « d'argent magique » pour les 1ers de corvée. N'en déplaise à Monsieur Blanquer, le masque rendu obligatoire en classe dès l'âge de 11 ans n'est pas une fourniture scolaire mais une question de santé publique. La CGT réclame la gratuité de la fourniture des masques. Cette revendication monte en puissance. Elle commence à irriguer y compris jusqu'aux rangs de la majorité présidentielle. Nous devons continuer à porter haut et fort : le masque doit être gratuit là où il est obligatoire, notamment dans les entreprises et à l'école. L'Italie et la Grèce appliquent cette gratuité. Ce n'est pas qu'une question financière mais c'est aussi réaffirmer les piliers constitutifs de notre société que sont la solidarité et la protection sociale.

Le gouvernement continue d'avoir un double discours d'un côté il communique régulièrement sur la circulation exponentielle du virus et les risques d'un nouveau pic de l'épidémie et de l'autre a remis au boulot les personnes vulnérables à compter du 1^{er} septembre sans réelle mesure de protection les concernant et renvoie au préfet les décisions de mesures nouvelles en cas de nécessité dans les territoires.

La crise sanitaire s'accompagne maintenant d'une crise économique et sociale sans précédent, comme la CGT l'avait prévu. Ce n'est pas d'un plan de relance composé de cadeaux sans contreparties aux entreprises dont nous avons besoin : c'est d'un plan de rupture avec les politiques menées jusque-là, un véritable plan de transformation.

Que se cache-t-il derrière l'effet d'annonce des « 100 milliards d'euros ».

D'abord, que sur ces 100 milliards €, 40 sont censés venir du plan de relance européen, qui n'est pas encore voté. Ensuite, sur ces mêmes 100 milliards, 30 correspondent à des mesures déjà annoncées auparavant. Enfin, ce plan est étalé sur deux ans. Il est donc mensonger, comme le fait le 1^{er} Ministre, de rapporter un plan qui s'étale sur deux ans à la richesse nationale qui elle est mesurée sur un an. Ces annonces sont à l'image de la

stratégie économique globale du gouvernement : à côté de la plaque, inefficace et en trompe-l'œil.

La focalisation sur les impôts de production Ce nouveau cadeau au capital de 20 milliards, sans aucune espèce de contrepartie, produira des effets sur l'emploi similaires au CICE, à savoir : pratiquement aucun.

Quelle est la situation macroéconomique actuelle ? Les entreprises, et particulièrement les grandes, diminuent leurs investissements, épargnent massivement, il n'y a jamais eu autant de cash dans les entreprises, mais il est inutilisé ou très mal utilisé. Le problème des TPE et PME est-il une fiscalité trop élevée ? Rien de moins vrai. La France est par ailleurs championne de la subvention à la production, ce que le gouvernement se garde bien de rappeler. Il n'y a donc *aucune* logique économique à une énième baisse d'impôts, si ce n'est un aveuglement libéral et coûteux pour les finances publiques.

Le gouvernement met en avant sa volonté de souveraineté et de relocalisation. Mais là aussi, les moyens mis en œuvre sont dérisoires et la stratégie du gouvernement illisible.

1 milliard d'euros est dédié spécifiquement aux relocalisations Là encore, le gouvernement espère des miracles, car il n'y a pas de conditionnalité à cet argent mis sur la table.

D'autre-part e gouvernement annonce que les plans sociaux d'« aubaine » ne seraient pas acceptables mais leur communication ne trompe que ceux qui veulent y croire.

Toutes les décisions et ordonnances qu'ils ont prises et les lois qu'ils ont fait votées depuis qu'ils sont au pouvoir favorisent les actionnaires et les plus fortunés au détriment des travailleurs et de leur famille.

Dans cette optique la commission exécutive confédérale a décidé d'une journée d'action nationale le 17 septembre avec appel à la grève et manifestation, pour l'emploi, les salaires, la retraite, l'assurance chômage, j'y reviendrai ultérieurement. La crise liée à la situation sanitaire est un prétexte pour le gouvernement et le patronat pour continuer et accélérer leurs politiques mortifères, casser les conquits sociaux, les emplois et le potentiel industriel, pour engranger encore plus de profits.

Face aux annonces de licenciements et de fermetures dans tous les secteurs, La CGT se doit d'être à l'offensive pour cette rentrée sociale pas comme les autres. La crise a rappelé que la spéculation financière ne sert qu'à enrichir les plus riches et détruire les emplois, alors que ceux qui ont maintenu l'activité sont les « premiers de corvée », bien souvent à majorité féminine, continuent à être sous payés

Car ces travailleurs auxquels le gouvernement rendait hommage, avec une grande proportion de femmes, avec des conditions de travail pénibles pendant la crise n'ont toujours pas vu leurs salaires revalorisés ni les embauches nécessaires. . Le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi, le plan de rupture doit s'accompagner de mesures fortes pour augmenter les salaires ! Et ne parlons pas du Ségur de la santé véritable mascarade qui aura accouché d'une souris, et dont la CGT s'est refusé de signer le contenu, car notamment des suppressions de lit sont toujours prévues dans le secteur hospitalier. Et ce ne sont pas les primes COVID, ni la substantielle augmentation de salaire que d'une partie des personnels de la santé et de l'action sociale qui fera taire la grogne

Un autre projet de société doit également passer par la réduction massive du temps de travail. Travaillons moins pour travailler tous et vivre mieux. Ceci doit être le mot d'ordre pour une rentrée offensive ! Les 32h00 doivent encore être plus d'actualité et débattues dans les entreprises partout où nous sommes et avec l'ensemble des citoyens. Pour une fois l'Allemagne devrait servir d'exemple au gouvernement mais bizarrement Macron et les 40 voleurs (CAC 40) semblent être devenus sourds.

Nous devons combattre dans les entreprises les accords de suppression d'emploi et avancer nos propositions concrètes pour le maintien des industries et des salariés qui vont avec. Il est nécessaire de ne pas limiter les pistes du plan de relance à une vision macro, réduite à un simple ciblage d'aides aux entreprises sans contrepartie. Un autre modèle économique doit être mis en place. L'époque que nous traversons nous montre chaque jour les effets, les limites et les scandales du capitalisme.

Le monde agricole est également en souffrance, ce qui ne sera pas sans entraîner des répercussions sur le porte-monnaie des ménages ; il avait les yeux tournés vers le niveau des récoltes, particulièrement celles du blé. Si les stocks devraient nous permettre de répondre aux besoins, nul doute que la spéculation sur ces matières premières essentielles va encore s'accroître et accentuer les méfaits du dérèglement climatique. L'alimentation doit être sortie au plus vite des logiques capitalistes. Et les salaires doivent nous permettre de vivre dignement. La nécessité impérieuse de conjuguer social et environnemental doit nous amener à continuer le débat avec les ONG et associations, pour convaincre et que les questions environnementales ne soient pas réduites au seul prisme écologique.

Localement l'activité syndicale touchée par le confinement a du mal à retrouver l'énergie qui doit être la sienne, pourtant les salarié.e.s en ont bien besoin, car les premiers contrecoups sur l'emploi dans le département se font ressentir. Fermeture d'ALINEA, menace sur les cent emplois existant encore chez ABSORBA, tentative d'OPA chez SUEZ qui pourrait entraîner la suppression de 7000 emplois nationalement. Nous n'avons pas non plus une vision nette des fermetures de TPE PME notamment dans le milieu de la restauration et de l'hôtellerie, particulièrement touché par la crise COVID. Les salariés ne doivent pas affronter les éventuels PSE seuls, mais c'est tous ensemble que nous devons lutter et gagner, le patronat et le MEDEF, ne doivent pas se sentir tout puissant, nous avons les moyens de contrarier leurs plans de casse du travail et de l'emploi, et nous le prouverons dès jeudi en étant nombreux en grève et dans la rue.

Nous devons également combattre toutes ces atteintes aux droits des salariés, je veux citer pour exemple la lutte que nous menons pour soutenir notre camarade inspecteur du travail marnais Anthony Smith. Il a été injustement et lourdement sanctionné pour avoir voulu protéger les salariés d'une entreprise d'aide à la personne qui n'avaient ni masque, ni autre protection pour exercer leur mission. La sanction sous la pression syndicale a été réduite mais demeure et nous continuons d'exiger son annulation pure et simple. Des salariés de pôle emploi ont été licenciés pour être venu en aide à des privés d'emploi pour qu'ils obtiennent leur dû ; c'est intolérable inacceptable, nous ne les laisserons pas faire, nous ne les laisserons pas nous écraser.

La journée nationale d'action intersyndicale du 17 septembre, CGT FSU, SUD, SOLIDAIRES, à laquelle se sont joints les syndicats de la jeunesse doit être le détonateur d'un mouvement de contestation de grande ampleur, qui servira de tremplin pour les actions à venir. Un échec de cette journée conforterait le gouvernement et le patronat dans sa démarche de dérèglementation du droit du travail et du droit de vivre dignement du peuple français.

Voilà mes camarades de quoi largement alimenter les débats de notre assemblée générale de rentrée. Bons débats à toutes et tous.